

pour Sarkozy

«Nulle part comme en France on a autant multiplié les instituts, agences, groupements et autres organismes microscopiques qui diluent les moyens et les responsabilités, tirent chacun à hue et à dia et gaspillent temps et argent. [...] N'y a-t-il pas urgence à en finir avec une organisation désastreuse qui multiplie les structures et gaspille les moyens? Un système infantilisant, paralysant pour la créativité et l'innovation.»

«Franchement, la recherche sans évaluation, cela pose un problème [...] Nulle part dans les grands pays sauf chez nous on observe que des organismes de recherche soient à la fois opérateurs et agences de moyens, acteurs et évaluateurs de leur propre action. Je vois que c'est confortable.»

A budget comparable, un chercheur français publie de 30% à 50% en moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs.

Evidemment, si l'on ne veut pas voir ça, je vous remercie d'être venus, il y a de la lumière, c'est chauffé...»

«Le manque d'évaluation, une caricature»



Guy Wormser

directeur du laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay (CNRS)

«Si les directeurs de laboratoires de l'IN2P3 (la physique nucléaire et des particules du CNRS) ont protesté contre ce discours injurieux, c'est d'abord parce que notre personnel était très choqué. Nous

avons relayé leurs réactions contre les contrevérités du Président sur le niveau de la recherche en France. La place que nous occupons dans les projets internationaux les plus prestigieux, à la pointe de la connaissance, contredit ses propos dépréciateurs. Ils ont été aussi choqués par la caricature sur le manque d'évaluations, alors qu'on y passe beaucoup de temps... Enfin, la menace sur le rôle du CNRS. Comme l'indique son sigle, la recherche doit s'organiser au niveau national autour de lui, en particulier dans nos disciplines des sciences de la matière. Il ne peut donc se réduire à une simple agence de moyens, comme Nicolas Sarkozy l'annonce. Notre lettre au Président n'est pas partisane au plan politique, c'est la raison pour laquelle tous les directeurs de laboratoire, sauf un, l'ont signé.»

«Ces propos ont radicalisé les milieux universitaires»



Lionel Collet

président de la Conférence des présidents d'université

«Si l'on regarde ce qui se passe depuis plusieurs mois, il y a un problème de méthode. On met de l'huile sur le feu, d'abord en annonçant des suppressions d'emplois à l'université, ensuite avec les propos de Nicolas

Sarkozy. Le discours du Président a marqué un tournant dans la crise: les chercheurs ont basculé dans le mouvement. Ses propos malheureux ont radicalisé les milieux universitaires. Nous avons réagi et demandé «une meilleure prise en considération des résultats de la recherche française et de la compétence» des chercheurs.

Pourtant, le Président affiche une priorité sur l'université. Il veut la hisser au niveau européen et flèche des moyens pour cela. Mais avec ce type de propos, on détruit ce qu'on fait de l'autre côté. Je pense qu'il s'agit d'une méconnaissance. Le Président renvoie aussi une vision que partage une partie de l'électorat: l'université coûte cher et n'est pas productive. J'ai du mal à croire qu'il ait dit cela par hasard. En tout cas, on s'en serait bien passé.»

«Il existe aussi des formations sous-encadrées»



Michel Gay

secrétaire général d'Autonomesup

«Il est normal qu'un président se préoccupe de la recherche, mais la formulation est maladroite et montre une méconnaissance de la réalité. Quand Nicolas Sarkozy dit que des enseignants-chercheurs ne font pas de recherche, il faut voir

pourquoi. Et ne pas oublier qu'une grande partie de la recherche française sort des universités. Ces deux dernières décennies, on a assisté à la massification de l'enseignement supérieur à peu de frais. Les sites délocalisés se sont multipliés. Mais il est plus difficile de faire sa recherche dans un IUT de Figeac que dans un labo du CNRS d'une grande université. Si on évalue les enseignants-chercheurs sur la même base, il y a inégalité. L'université doit s'occuper de professionnalisation, mais cela entraîne des charges pour les enseignants-chercheurs. Il existe aussi des formations sous-encadrées, littéraires, juridiques, où il faut répondre aux attentes des étudiants. Le rôle d'un politique devrait être d'aider à résoudre les problèmes plutôt que de lancer de petites phrases qui ne servent à rien.»

Recueilli par S.H. et V.S.